

Agroalimentaire : la France décroche

Par Patrice MOYON.

Ouest France – 11/07/2019



Sur le plan agricole, la France n'est pas encore hors course, mais elle en prend le chemin

« Heureux comme Dieu en France », disent parfois les Allemands avec un rien d'envie. Et on les comprend. Chaque année, à l'heure des moissons, les images du Tour de France donnent de ce pays une vision spectaculaire. Un paysage de marqueterie façonné par des générations d'agriculteurs. Des paysages à couper le souffle. Une diversité de terroirs qui invitent à passer à table, à prendre le temps de vivre mais aussi à réfléchir à l'incapacité des Français à valoriser ce patrimoine.

La France et l'agriculture, ce n'est même plus Raymond Poulidor distancé par Jacques Anquetil, dans un méchant lacet des Alpes, et conservant malgré tout une place sur le podium. C'est un décrochage en règle, incompréhensible pour nos voisins européens. Sur le plan agricole, la France n'est pas encore hors course, mais elle en prend le chemin.

Dans un référé rendu public le 20 mai, la Cour des comptes étrille le soutien aux exportations agricoles et agroalimentaires de ces dernières années. Trop de discours vite oubliés. De promesses laissées en friche. La France n'a pas peur du ridicule : neuf plans stratégiques ont été annoncés entre 2012 et 2018. Autant de gasconnades qui ne doivent pas faire illusion. Chaque année, la Ferme France perd des parts de marché. Si la balance commerciale dans ce secteur reste positive, l'excédent a tout de même baissé de 36 % entre 2007 et 2017.

Au sein même de l'Union européenne, nos voisins allemands, néerlandais, espagnols et, plus à l'Est, la Pologne font la course en tête et gagnent des parts de marché parmi les consommateurs français. Le solde agroalimentaire avec nos partenaires est désormais dans le rouge.

« Situation alarmante »

La Cour des comptes n'hésite pas à parler d'une « **situation alarmante** ». Comme souvent en France, la tentation est grande de mettre en accusation les accords de libre-échange. Le plus récent, conclu avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) serait le dernier clou sur le cercueil d'un modèle agricole français sacrifié au profit d'une mondialisation qui n'a plus la cote. Trop facile.

En reprenant ces critiques, de nombreux élus et responsables agricoles se défaussent de leurs responsabilités. La France n'a pas su gérer avec efficacité les crédits européens qui lui sont accordés chaque année dans le cadre de la Politique agricole commune. La cogestion très politique avec les organisations agricoles a débouché sur une économie de la rente, qui a longtemps profité aux céréaliers confrontés à leur tour à de nouvelles concurrences en provenance des pays de la mer Noire.

Le coût du travail souvent mis en avant joue sans doute un rôle mais il demande à être relativisé. En Belgique ou aux Pays-Bas, le coût du travail est égal ou supérieur à celui du marché français. Cela ne les empêche pas de se développer.

La France peut revenir dans la course. À condition de s'attaquer à tous les verrous qui handicapent ce secteur : surtransposition des normes européennes, impôts à la production, développement de gammes répondant aux attentes des consommateurs des pays émergents... Toutes ces questions sont à la fois politiques, réglementaires et économiques. Elles nécessiteraient « **un diagnostic partagé** », estime la Cour des comptes.

Mais la France doit aussi cesser de sacrifier ses paysans. Leurs rangs ne cessent de s'éclaircir. Un tiers d'entre eux ont plus de 55 ans. Le temps est compté.